
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CXLII.

Du Mardi 24 Novembre 1789.

Séance du samedi soir.

AU lieu de juger l'affaire du Cambresis, on devoit s'occuper des travaux faits par le comité des recherches. M. Goupille de Préfeld a fait le rapport des opérations de ce comité relativement à la sûreté & la liberté publique; il a exposé que les recherches présentotent un enchaînement de faits & de connoissances qui n'étant pas encore suffisamment éclaircies, ne pouvoient être présentées à l'Assemblée; M. Goupille a fait ensuite l'énumération des différentes affaires dont le comité s'est occupé jusqu'à présent; il a rappelé celles de M. Augeard, de M. le baron de Besenwal, qui se poursuivent au châtelet; du prince de Lambesc actuellement décrété de prise-de-corps par ce tribunal; de M. l'abbé Douglas, de M. de Livron, & de la demoiselle Regnaud de Bissi; d'un particulier de la Brie, accusé d'avoir pratiqué des manœuvres relatives aux subsistances, décrété de prise de corps, & emprisonné au châtelet; de M. l'évêque de Tréguier, relativement auquel le comité n'a reçu aucunes pièces.

M. le rapporteur a fait encore mention de plusieurs autres affaires qui ne sont pas encore portées en justice, & entr'autres, de celle de Douai. « Elle concerne, a-t-il dit, nos intérêts les plus chers & les plus sacrés; il vous en fera rendu compte ultérieurement; enfin, votre comité

Tome IV;

Y.

a pris toutes les mesures nécessaires pour la sûreté publique, & pour préparer des découvertes dont l'issue pourroit devenir funeste aux ennemis du bien public.

Après ce rapport, MM. de la Ville-le-Roux & Coupé ont demandé que les membres du comité actuel fussent continués ; ils appuyoient cette demande sur la nécessité de conserver des connoissances acquises sur plusieurs affaires importantes, dont de nouveaux commissaires ne pourroient s'occuper qu'avec une lenteur, suite nécessaire du changement.

Cette motion a été appuyée par plusieurs membres, & suivie d'une autre motion tendante à adjoindre quatre commissaires au comité des recherches, comme on l'avoit déjà demandé plusieurs fois, & de les charger de surveiller les poursuites qui doivent se faire au châtelet.

Aussi-tôt il s'est développé dans l'assemblée un violent orage ; plusieurs membres se sont opposés à la continuation des membres du comité. M. Dufraisse a dit : « On nous parle sans cesse de conspiration, ce mot vague semble être un moyen pour maintenir ceux qui veulent égarer le peuple. M. le Rapporteur n'a donné aucune preuve de ses assertions ; il ne nous a entretenus que de bruits populaires qui ne méritent aucune créance ; mais il n'a rien dit d'une descente qu'il a faite dans le couvent de l'Annonciade de Paris. Plusieurs autres membres se plaignoient de ce que le comité n'avoit pas fait des perquisitions relativement aux instigateurs des émeutes populaires.

« Il est bien fâcheux, a dit M. Malouet, d'être obligé d'emprunter les formes du despotisme pour en anéantir les traces. » Il a parlé ensuite de la descente nocturne faite dans le couvent de l'Annonciade par quelques membres du comité ; il ne croyoit pas que les membres du corps législatif pussent descendre à ces fonctions subalternes, sans un grand intérêt ; il ajoutoit qu'il auroit mieux valu s'occuper des moyens de porter remède aux émeutes populaires, & il a demandé que le comité fût tenu de rendre compte à l'assemblée des motifs de la

descente dans le couvent, ainsi que des suites qu'elle avoit eues, & des indices qu'il en avoit retirés.

« Vous venez d'entendre, a répliqué M. Goupille de Prefeld, un ami généreux de la liberté publique, faire des questions à votre comité. Je dois, comme en étant membre, satisfaire sa sollicitude. Le comité de police de Paris a cru devoir ordonner des recherches dans ce couvent, parce qu'on disoit qu'un personnage très-connu y étoit caché; c'étoit sans doute une erreur, mais ce qu'il y a de certain, c'est que cette descente s'est faite avec toutes les règles de la prudence & de la circonspection. Pour ce qui regarde les émeutes populaires, le comité remettra aux nouveaux commissaires les pièces qui pourront les instruire, & sur-tout celles de l'affaire du Cambresis, dont le foyer n'est pas éloigné de la capitale..... On voudroit nous forcer à faire connoître les canaux par lesquels certains faits nous sont parvenus, mais ce seroit donner aux coupables les moyens d'arrêter le complément des preuves. »

Ce récit ne se faisoit point dans le calme; il parloit de parties certaines de la salle des signes d'une forte improbation; alors M. Glezen a pris la parole: « Vous connoissez, a-t-il dit, les projets sinistres pour transférer le roi à Metz. M. Augeard, à la confrontation d'un plan tracé de sa main, s'est justifié en disant, que c'étoit le produit d'une imagination exaltée; dans la correspondance d'un personnage important, il existe une lettre écrite par un généreux ami de la liberté. Je ne veux inculper personne, mais l'esprit dans lequel cette lettre est écrite, & la personne à qui elle est adressée, semblent désigner quelque chose; il y est parlé de membres de l'assemblée qui sont de mauvais citoyens, & qu'on accuse d'être les auteurs des malheurs publics. »

A ces mots, M. Malouet s'est élancé vers la tribune; M. Glezen a été fortement interrompu par des clameurs effrayantes, & M. Malouet, comme par une nouvelle réflexion, est allé se placer à la barre, d'où MM. les abbés Mauri, de Prades & plusieurs membres de la noblesse l'ont fait sortir, & M. le président l'a engagé à monter à la tribune,

Ce mouvement extraordinaire de sensibilité est excusable sans doute, & il y a en général un certain courage d'aller au devant des accusations publiques; mais peut-être la dignité de représentant de la nation ne peut s'allier avec ces premiers mouvemens de l'homme privé; & celui qui est revêtu d'un caractère aussi imposant, ne peut & ne doit s'abaisser jusqu'au rôle d'accusé, avant que la nation ait déterminé la légitimité de l'accusation. Aussi des sentimens divers se sont développés avec force en voyant M. Malouet à la barre.

Pour appaiser la violente agitation des esprits, & pour répondre même à la demande de M. Malouet, la lettre dont on venoit de faire mention, a été fortement réclamée. « Je croyois, Messieurs, a dit M. Malouet, que 30 ans d'une vie sans reproche me mettroient à l'abri de toute espèce d'accusation; si ce n'est pas par méchanceté, c'est au moins par erreur que l'on a rapproché ma lettre de l'affaire de M. Augeard, qui lui est étrangère. On m'accusa de même, il y a vingt ans, sur une lettre interceptée. J'ai été pleinement justifié. P attends pour la lettre actuelle, le même jugement, & je réclame votre justice à raison de la grave inculpation que l'on me fait aujourd'hui. »

M. Glézen a expliqué cette inculpation, en disant que son récit ne portoit aucune accusation contre M. Malouet, mais que sa lettre parloit de scélérats qui veulent répandre le feu dans le royaume, lettre dont le *contexte*, ajoutoit-il, annonçoit clairement que l'auteur avoit voulu désigner des membres de l'assemblée nationale.

M. Malouet ayant demandé acte d'enquis sur le fait articulé contre lui, que sa lettre contenoit des indices de conspiration, M. Glézen a prétendu n'avoir dit autre chose, si ce n'est que la lettre avoit été remise au comité à la suite des faits de conspiration qu'on prétend découvrir dans l'affaire de M. Augeard. On a demandé avec instance l'apport de cette lettre, & il a été ordonné; pendant qu'un des membres du comité alloit chercher la lettre, on a mis aux voix la motion faite pour la con-

tinuation du comité; il a été jugé qu'il n'y avoit lieu à délibérer, attendu que par un décret de la séance du matin, l'assemblée a ordonné la motion d'un nouveau comité des recherches, & que déjà plusieurs bureaux avoient fait leur élection.

Enfin, la lettre a été lue; elle étoit écrite de Versailles le 18 septembre dernier, & adressée à M. le comte d'Estaing. Voici à peu près ce qu'elle contient :

» M. le comte,

» J'ai l'honneur de vous prévenir que le sieur Masselin, marchand parfumeur, a dit à l'un de mes domestiques, qu'aussi-tôt qu'on auroit distribué à la milice nationale les fusils qu'on attendoit, le premier usage qu'on en feroit seroit de se débarrasser des députés, mauvais citoyens. Que le premier arrêté seroit l'abbé Mauri. — Cette fermentation est entretenue par des scélérats qui calomnient tous ceux qui sont contraires à leurs projets de subversion : le peuple est devenu, en bien des endroits, fou & furieux : informez-vous, il peut (M. F.) faire connoître ceux qui occasionnent ces fermentations. Il n'est que trop vrai qu'il existe parmi nous de mauvais citoyens, & je crains qu'ils ne viennent à bout de tout perdre, avant que le peuple sache les malheurs qui le menacent. Votre patriotisme vous a acquis la confiance générale; mais qui nous préservera de la banqueroute, de la disette & de la guerre civile? Ceux qui pourroient éclairer le peuple l'égarent, & notre position empire tous les jours, &c. &c. »

Après la lecture de cette lettre, à laquelle une partie de la salle a donné de vifs applaudissemens, M. Malouet a parlé encore pour sa justification, en demandant que la lettre fût insérée dans le procès-verbal, comme une réparation authentique : Il n'y a autrement, disoit-il, qu'esclavage & tyrannie, où l'honneur n'accompagne pas la liberté.

M. Glezen a fait appercevoir quelques inconsidérations échappées à M. Malouet dans sa lettre.

Enfin, après beaucoup de tumulte & d'agitation, l'assem-

blée a décrété, conformément à la motion de M. Duquesnoi, après avoir entendu la lecture de la lettre de M. Malouet à M. le comte d'Estaing, qu'il n'y avoit lieu à aucune inculpation.

Séance d'hier.

M. Camus a annoncé que M. Chauffard, avocat & volontaire de la garde nationale, avoit envoyé aux archives un ouvrage ayant pour titre : *théâtre des loix criminelles*, dans lequel il examine si l'extrême sévérité des loix diminue le nombre & l'énormité des crimes ; ce discours est suivi d'un tableau analytique des loix criminelles des différens peuples. Cette espèce de dédicace pourroit rappeler un jour à l'assemblée la nécessité de former un *comité de législation civile & criminelle*. La gloire de poser les grandes bases de toutes les parties de la constitution est faite pour l'assemblée nationale. C'est au pouvoir constituant à établir les jurés, à décider les grandes questions du droit public en matière civile & criminelle, de détruire les substitutions & autres institutions civiles qui tendent à détruire l'égalité des citoyens & la division des propriétés.

M. Camus a dit encore, que la ville de Neuchâtel en Suisse fait don à la France du quart des rentes qu'elle y perceoit. Ce don qui monte à 24 mille livres, est composé d'une somme d'environ 8 mille livres, provenant du quart des rentes qui appartiennent à la bourgeoisie, & d'environ 16 mille livres provenant des rentes appartenantes à plusieurs citoyens qui ont fait une souscription pour cet effet.

Si l'assemblée nationale applaudit tous les jours aux actes de patriotisme des Français, quels sentimens ne doit-elle pas témoigner à des hommes généreux, qui se plaisent à contribuer à la liberté de leurs voisins ? Aussi sur la demande de MM. la Reire de Tartas, & Mongins de Roquefort, l'assemblée a voté des remerciemens aux habitans de Neuchâtel avec les plus vifs applaudissemens.

Les abbés & religieux de Saint-Vinox à Bergues, supplient l'assemblée d'agréer leur offre de se consacrer entièrement à l'instruction de la jeunesse de la ville, & offrent à la nation les biens considérables de l'abbaye.

Plusieurs communautés de la sénéchaussée de Saint-Sever en Guyenne, adhèrent aux décrets qui consacrent l'abandon de tous les privilèges des villes & provinces.

Le comité permanent de la ville de Moiran en Franche-Comté, adopte la contribution patriotique du quart des revenus, dans la confiance que les arrêtés du 4 août seront acceptés purement & simplement; les habitans offrent en conséquence une somme d'argent, & une autre à prendre sur la caisse des domaines & bois pour la vente d'une forêt.

Le bailliage de Troyes assure l'exécution des nouvelles loix criminelles, & du prêt à intérêt.

Les habitans de la banlieue & ville d'Agen adhèrent à la contribution patriotique, avec offre de la part de ceux qui ne vivent que de leur travail & de leur industrie, de supporter une contribution proportionnée au fruit qu'ils en retirent.

Une adresse allemande du bailliage de Lauterbourg en basse Alsace, exprime l'espérance de ses habitans, que l'effet des décrets du 4 août sera étendu jusques sur eux; les habitans supplient l'assemblée de nommer des commissaires pour examiner les sommes qui ont été indument perçues sur eux depuis quelque temps par les gens d'affaires de M. l'évêque de Spire, leur seigneur, d'ordonner que les sommes injustement perçues leur seront restituées, & que tous les décrets de l'assemblée nationale y seront exécutés. Les habitans d'une partie du midi de la France pourroient porter les mêmes plaintes, puisqu'ils les décrets du 4 août n'y sont encore ni promulgués ni exécutés. Le gouvernement féodal avoit donc jetté des racines bien profondes, puisqu'il n'a tant de peine à les extirper.

L'élection de Péronne est devenue l'émule des autres cours de justice; elle fait abandon des épices & vacations, en adhérant à tous les décrets de l'assemblée sans exception, ainsi que le comité permanent de Noyon, la ville de Saint-Rimberg en Bugey & la ville de Charolles.

Le conseil municipal de Marseille présidé par M. d'André, commissaire du roi, adhère à tous les décrets, notamment

à celui de la contribution patriotique , & assure la perception des impositions royales jusqu'à leur remplacement. Il renonce à tous les privilèges de la ville , sauf néanmoins la franchise du port , qui n'a été conservée que pour la liberté & la prospérité du commerce & le bien général de l'état ; il envoie une liste des personnes qui ont fait porter leur vaisselle à la monnoie.

Les habitans de Guer en Dauphiné adhèrent à la contribution patriotique , & demandent une liquidation générale sur les arrérages de rente à un prix modéré , pour qu'ils puissent se libérer , malgré leur extrême détresse.

Sur 680 voix , M. l'archevêque d'Aix en a réuni 374 ; M. le duc d'Aiguillon 166 ; 140 voix ont été perdues.

M. Thouret , après avoir réitéré à l'assemblée l'hommage de son zèle , de son dévouement & de sa reconnaissance , a dit qu'il n'auroit rien à désirer si elle daignoit recevoir ses très-humbles remerciemens.

C'est dans des assemblées nationales , disoit M. l'archevêque d'Aix , qu'un citoyen apprend à connoître sa dignité personnelle & sa véritable existence. C'est-là que ses sentimens s'élèvent avec ses idées ; il exerce la puissance de sa nation , & la constitution de son pays est son ouvrage. . . . J'exercerai les volontés de l'assemblée avec cette confiance & ce respect qu'on ne sent que pour les loix ; il n'y a pas d'acte de sagesse & de fermeté dont cette place ne m'offre le souvenir.

L'ordre du jour rappelloit la question proposée par M. Lanjuinais , concernant *l'exclusion des parens dans les administrations provinciales*, jusqu'au second degré inclusivement.

M. Regnaud a attaqué cette proposition , & il a prouvé qu'elle devoit être rejetée par la question préalable.

M. Barrère de Vieuzac soutenoit qu'il n'y avoit lieu à délibérer , parce que cette exclusion violoit ouvertement le principe général de la liberté des élections , auquel on ne devoit mettre des exclusions que pour des motifs de la plus grande considération ; il ajoutoit que , si ces exclusions avoient lieu dans les tribunaux , c'étoit parce que

dans des procédures secrètes , une voix secrète pouvoit entraîner un jugement différent ; mais qu'en matière d'administration publique , dont les opérations sont soumises à tous les regards , des administrateurs momentanés & choisis par le peuple dans une famille digne de sa confiance , ne pouvoient paroître dangereux. « Ne voyons-nous pas , disoit-il , jusques dans cette assemblée le grand exemple non seulement de parens , mais encore de frères qui , se distinguant par des talens divers & par un zèle également pur , ne sont pas même rapprochés dans les opinions , lorsqu'ils envisagent sous des rapports différens les grands objets d'utilité publique » ?

M. Fermond a appuyé au contraire la motion de M. Lanjuinais par l'expérience de l'administration de quelques villes de Bretagne ; il s'est élevé avec force contre l'aristocratie des familles qui peuvent s'emparer des places d'administration , soit dans les districts , soit dans les départemens , soit dans les municipalités. Il invoquoit sur ce point l'exemple de plusieurs villes , & il paroissoit que l'assemblée en étoit frappée ; aussi M. Fermond a étendu aux assemblées municipales & de district l'exclusion que M. Lanjuinais n'avoit portée que pour les administrations des départemens.

Mais M. de la Rochefoucault , toujours fidèle aux grands principes de droit public , a dit : « autant les restrictions & les exclusions peuvent être nécessaires lorsque les places étoient à la nomination d'un petit nombre de personnes constituées en pouvoir , autant la plus grande liberté est de droit quand les peuples font leur élection. Un préopinant vous a fait une excellente distinction entre les tribunaux & les administrations ; dans celle-ci , le peuple connoitra les personnes honorées de sa confiance ; tout lui sera soumis par la publicité des assemblées & par l'impression des ouvrages ; il faut être extrêmement parcimonieux sur les exceptions , puisque le peuple connoît mieux que personne les hommes dignes de sa confiance : j'insiste pour qu'on déclare n'y avoir lieu à délibérer.

M. Guillaume proposoit un parti mitoyen, en disant : lorsqu'un citoyen aura été élu membre d'une administration, aucun parent ou allié, jusqu'au second degré inclusivement, ne pourra être élu de la même assemblée, s'il ne réunit les deux tiers des suffrages.

On est allé aux voix, deux épreuves ont été douteuses; on a interrogé la conscience de l'assemblée sur la majorité de la seconde épreuve, quoique M. Long demandât l'appel nominal; il a été décrété qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

On a annoncé que les trois nouveaux secrétaires étoient MM. de Beauharnais, de Volnei, & Dubois de Crancei.

Un autre article a été adopté en ces termes : « Chaque administration de district sera entièrement subordonnée à celle de département; elle sera divisée aussi en deux sections, l'une destinée sous les yeux de conseil, à préparer les matières soumises à l'administration des départemens & les comptes de la gestion; elle tiendra ses séances quinze jours au plus: l'autre, sous le nom de directoire, sera chargée de l'exécution. »

M. Target a lu ensuite un article qui portoit « que les assemblées administratives étant dans l'ordre exécutif, seront les agens de ce pouvoir. Dépositaires de l'autorité du roi, elles agiront en son nom, sous ses ordres, & lui seront entièrement subordonnées. »

Dès que cet article a été proposé, MM. Fermond, Lanjuinais, Reubell, Populus, & sur-tout M. Regnaud, ont fait sentir le danger effrayant de faire passer dans les mains des commis des ministres toute l'influence & l'autorité qu'ont si long-temps exercée les intendans, ces ennemis éternels du bien public; ils ont demandé au comité qu'il présentât les diverses fonctions & les différens pouvoirs dont les administrations provinciales devoient être revêtues; avant qu'il fût délibéré sur cet article, MM. Desmeuniers, Target & Virieux ont prouvé le genre de dépendance dans lequel doivent être les administrations des pouvoirs, en tant qu'elles administrent au nom du pouvoir exécutif.

Après bien des débats sur l'ajournement de cet article & du suivant, il a été prononcé sur tous les deux.

M. le garde-des-sceaux a envoyé à l'assemblée une expédition du décret relatif au parlement de Metz, & des lettres-patentes qui sanctionnent tous les décrets rendus par l'assemblée nationale, depuis le 4 août jusqu'au 3 novembre.

Les députés de la caisse d'escompte ont été admis à la barre; M. de Lavoisier a porté la parole; on pense bien que leur discours a été plus arithmétique qu'oratoire.

» Le gouvernement nous doit, disoient-ils, 70 millions à lui fournir en 1787, en argent ou valeur réelle.

» 29 millions payables d'ici au 31 décembre.

« 60 millions délégués par le gouvernement sur la contribution patriotique.

Total 159 millions.

Nous avons en caisse ou effets de commerce 57 millions.

Les actionnaires ont prêté en outre au gouvernement 25 millions qu'on passe pour mémoire.

Total de l'actif, 216 millions.

Les billets ne font que de 114 millions.

Donc, si le gouvernement rembourse la caisse non pas en écus, mais seulement en ses propres billets, 114 millions sur les 159 millions qu'il doit, la caisse n'auroit pas un seul billet dehors, & le gouvernement lui devoit encore 45 millions; & elle auroit de plus les deniers de sa caisse, & les effets de commerce qui réunis, font une valeur de 55 millions.

Des 114 millions de billets, 89 ont été donnés au gouvernement, & 25 seulement au commerce.

Donc le gouvernement payant seulement les 89 millions, la caisse payeroit le lendemain tous ses engagements de commerce.

Il ne seroit donc pas exact de dire que ce n'est point à la caisse d'escompte, mais à lui-même que l'état a donné des arrêts de suspension.

La caisse observe que ne se prévalant pas de ces arrêts, elle a payé en espèces, depuis qu'ils sont rendus, 140

millions, & si elle n'a pu faire davantage, quelle en a été l'unique cause, disoit l'orateur financier ? les avantages qu'elle a faits à l'état. Quel en a été le motif ? son dévouement sans bornes à l'état. Quelle en a été l'excuse ? le salut de l'état. »

M. le président a répondu que l'assemblée nationale donneroît la plus grande attention aux observations des députés de la caisse, puisqu'il s'agit d'un objet important, d'où s'agit le salut des affaires publiques : l'assemblée vous permet d'assister à sa séance.

Les députés ont remercié l'assemblée de ce qu'on avoit nommé quatre commissaires pour examiner la situation de la caisse.

M. Hébrard ayant continué le rapport de l'affaire des districts de Paris, M. Treilhard a observé que l'ajournement étoit le moyen le plus convenable pour ramener la paix dans les districts ; il a proposé en conséquence un projet de décret, qui a été adopté, en ces termes :

L'assemblée nationale considérant qu'elle s'occupe de l'organisation de toutes les municipalités du royaume, & que les citoyens actifs de la capitale seront incessamment appelés à faire une élection nouvelle de leurs représentans ;

A décrété & décrète que la discussion élevée entre quelques districts & les représentans actifs de la capitale est ajournée, toutes choses demeureront en l'état où elles étoient au 10 de ce mois.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.